



parti Radical de gauche

Radical des Landes

N° 9 NOVEMBRE—DECEMBRE 2006



Edito...Edito...Edito...Edito...Edito...

Sommaire :

- Edito : le Parti Radical de Gauche se met en marche
- Y'a-t-il un pilote dans la ville ?
- Les Radicaux de Gauche lucides
- Quand la droite emprunte à gauche
- Réconcilier dignité et liberté par la laïcité
- Charges des entreprises et répartition de leur produit : l'approche de la Gauche Moderne
- Des vérités brutales
- L'emploi...Une piste ?
- Apprivoiser la victoire
- Démocratie, Institutions, Décentralisation
- Immigration...Préserver la dignité de l'homme
- Les JRG soutiennent le mouvement de mobilisation des étudiants en soins infirmiers
- Qu'est ce que le PRG ?

Le Parti Radical de Gauche, réuni en Congrès Extraordinaire les 21 et 22 octobre dernier, s'est mis en marche en appliquant ce que nous demandions à nos partenaires depuis près de deux ans ; une gauche de gouvernement unie et cohérente.

Lourde décision que la notre ; car ne pas présenter de candidat aux présidentielles implique de ne pas profiter de la communication politique liée à cette campagne nationale et ne pas bénéficier du financement public.

Mais, sage décision...Si les Radicaux de Gauche sont aujourd'hui présents à tous les niveaux de gestion locales et nationale, et sont, dans leur grande majorité, confirmés dans leurs fonctions par les citoyennes et les citoyens ; c'est que leur sens du devoir républicain va au-delà des approches traditionnellement partisans, et des intérêts financiers d'une campagne présidentielle, à l'inverse de cer-

tains mouvements politiques qui ne voient là qu'un financement facilement acquis.

Pourtant, notre vision de la démocratie et de la république ne pouvaient se satisfaire de quelques circonscriptions privilégiées, ou d'éventuels ministrables ; nous souhaitions apporter notre pierre programmatique à l'édifice de la gauche moderne ; ainsi, 9 points précis ont été validés et seront appliqués dans la plateforme programmatique PS/PRG —ces points sont disponibles sur notre blog : www.prglandes.org—.

Rappelons tout de même que le spectacle donné par le Parti Socialiste depuis maintenant plusieurs mois nous a, avouons-le, passablement excédé...Les candidatures socialistes aux Présidentielles, aussi diverses que variées dans leurs positions, s'éloignant ou se rapprochant du programme PS, dans un contexte de course à l'échafaud

individualiste, brouillent l'image d'une gauche en capacité de gouverner concentrée sur les attentes des Françaises et des Français, proposant les changements sociétaux nécessaires à la bonne marche de notre pays.

Ces accords de collaboration, signés quelques jours avant notre congrès et sans connaître celui ou celle qui représentera la Gauche de gouvernement, doivent impérativement servir de catalyseur tant au plan local que national, à la création d'une gauche de gouvernement, moderne et pragmatique quand à ses propositions et bénéficiant des apports de nos deux partis, incluant nos différences.

Les Radicaux de Gauche Landais seront des alliés fidèles dans cette optique de gauche responsable...Mais ils seront tenaces quant aux respects des engagements de chacun.

D. Verdier—J.Ph. Guerini

Dax, la démocratie confisquée

Yazmin Menanteau - Ligue des Droits de l'Homme de Dax

Le jeudi 20 octobre, une votation citoyenne nationale est organisée par plus de 50 organisations françaises, associations, syndicats et partis politiques, Jeunes Radicaux de Gauche et Parti Radical de Gauche, dont la Ligue des droits de l'Homme.

A Dax, nous avons connu la plus grande atteinte à la liberté d'expression ; J. Forté, Maire de Dax a envoyé sa police municipale, en renfort musclé, pour faire disparaître le bureau de vote citoyen, tenu par la section de la Ligue des droits de l'Homme de Dax.

Les policiers ont jeté par terre les drapeaux et banderoles de la Ligue, lancé par terre la petite

table de l'urne...Et si l'urne n'a pas été confisquée, c'est simplement, parce que les militants de la Ligue ont opposé résistance, quitte à se faire arrêter par les courageux policiers... sous les ordres du Maire !

Néanmoins, nous sommes restés sur place. En permanence surveillés par le policiers. Nous avons continué notre action, avec le soutien des passants, dont plus d'une quarantaine, ont voté...devant les forces policières de Forté.

L'attitude du Maire Dax à notre égard relève de la pure atteinte à la liberté d'expression ; nous avons fait savoir notre action par tous les moyens existant ; nous avons commencé la

votation citoyenne lundi 16 octobre, comme partout en France ; le Maire de Dax a envoyé sa police, intrépide et menaçante, trois jours après, par simple despotisme.

Nous sommes une organisation Humanitaire et Pacifique, qui observe et dénonce toute atteinte à l'intégrité de l'être humain, en tant qu'individu et en tant que citoyen.

Le Maire de Dax nous a montré, que des hommes comme lui, n'ont que faire de la Liberté et encore moins de la Démocratie.



Y a-t-il un pilote dans la ville ?

Delphine Laborde



Encore tout un monde (très certainement celui de Monsieur le Maire) entre ce que l'on peut lire et la réalité de la vie Dacquoise.

D'un simple clic, nous voilà sur le site internet de la ville de Dax, à la rubrique Economie locale - commerce, là nous ne pouvons pas lire grand chose, dix lignes à peine.

Dix malheureuses lignes pour nous expliquer que l'activité commerciale est essentiellement caractérisée par la présence de commerces traditionnels de centre ville, attractifs et en renouveau (400 boutiques en centre ville). Que le centre ville de

Dax bénéficie d'implantation de services et d'une densité commerciale conséquente, avec la présence de nombreuses enseignes nationales.

Soit la personne qui a validé ce texte n'est pas de Dax ou bien il s'agit d'un rêve à réaliser !

Le centre ville de Dax se désertifie et ce n'est pas que la faute à la canicule.

Un simple parcours qui nous fera descendre la rue Saint Vincent, remonter la rue Neuve, puis la rue des Carmes ainsi que la rue du Mirailh et la rue de Borda nous conduira à la triste addition suivante : pas moins de dix locaux commerciaux fermés.

Inutile donc de faire appel à la SOFRES pour une étude haut de gamme ! Il suffit de tendre l'oreille et de discuter.

Les commerçants se plaignent : baisse de leur chiffre d'affaires, très faible fréquentation, pas de

passage...parfois quelques curistes.

« Il n'y a personnes, aucun passage, parfois quelques curistes poussés par la curiosité. J'ai du changer ma gamme de produits et revoir tous mes prix à la baisse pour attirer du monde. Merci de me faire de la pub ! » affirmera une commerçante du centre ville implantée depuis presque 20 ans.

Pendant ce temps, à Saint Paul les Dax tout se modernise, tout s'agrandit, les stationnements sont gratuits et les commerces plus accessibles.

Les consommateurs sont heureux et tout le monde fuit en définitive le centre ville de Dax.

On peut maintenant tirer le rideau sur cette triste constatation, et attendre que l'on s'en inquiète...

...Mais, Monsieur le Maire, demain il sera trop tard !

Les Radicaux de Gauche Lucides.

Daniel Verdier

Les Radicaux de Gauche, ont débattus sur l'opportunité d'une candidature radicale aux présidentielles.

Christiane Taubira ex candidate à l'investiture, à brillamment synthétisé les maux et les problèmes de notre société, et démontré que les radicaux avaient les meilleures armes, (que l'on trouve en détail dans le programme radical "La gauche moderne") pour répondre aux turpitudes et aux enjeux de notre société.

En votant une union dès le 1er



tour, les Radicaux ont voulu témoigner que ce choix n'était pas un renoncement, mais une volonté politique, un signe fort adressé au parti socialiste pour un rassemblement et une union franche et loyale telles que les Françaises et Français de gauche les réclament, privilégiant la

voie du succès pour 2007 à celle des intérêts particuliers.

Forts du contrat moral que représente l'accord sur un programme de gouvernement et sur les législatives, que le parti socialiste vient de conclure avec la radicaux de gauche, les Radicaux Landais entameront prochainement des discussions avec la fédération socialiste du département en vue de confirmer au plan local leur participation active à la campagne présidentielle, mais aussi pour concrétiser des accords sur les élections municipales et les cantonales.

Quand la droite emprunte à gauche

Bernard Castagnède



Amélioration de l'actionnariat salarié, développement du dialogue social, sécurité sociale professionnelle « tout au long de la vie », réforme des stock options, l'exécutif multiplie les annonces de mesures qu'on croirait empruntées aux programmes de la gauche et, singulièrement, à celui du PRG.

Par elles-mêmes, de telles annonces sont des aveux. Des aveux que l'on sait bien où sont les attentes sociales, et que l'on ne veut pas, à droite, laisser croire que seule la gauche entend y répondre.

Mais ces annonces sont autant de leurre qui, à la vérité, ne trompent pas grand monde. La réforme des stock options est très insuffisante et vise surtout à prévenir des mesures plus radicales d'égalisation des situations au sein de l'entreprise.

Le renforcement mesuré de l'actionnariat salarié est un moyen de ne pas répondre à la question du partage du produit de l'entreprise entre actionnaires et salariés, non plus qu'à celle de

la revalorisation des salaires privés ou à celle d'un vrai partage de la gouvernance dans l'entreprise.

Le développement du dialogue social prête à sourire lorsqu'il est proposé par les héros de l'épopée du CPE. Quant à la sécurité sociale professionnelle, elle aura vraiment progressé lorsque la majorité politique en place ne sera pas au service des catégories et des intérêts de ceux qui entendent que cela ne leur coûte rien.

Quand la droite emprunte à gauche, il faut sérieusement s'interroger sur les garanties de l'emprunteur. Le placement en valeurs de gauche offertes par la droite est fortement déconseillé.

Réconcilier dignité et liberté par la laïcité

Béatrice Petit

On se méprendrait sur la laïcité à considérer qu'ayant fêté son centenaire, elle serait une vieille dame respectable, mais juste bonne aux célébrations que l'on réserve aux gloires du passé.

Chacun doit comprendre l'importance déterminante du principe de laïcité au regard des déchirements qui blessent aujourd'hui une bonne partie de la planète, et n'épargnent pas la France. Des massacres interconfessionnels quotidiens en Irak aux affrontements incessants du Proche-Orient, des exécutions sommaires à motif religieux en Indonésie ou en Somalie aux lourdes menaces qui pèsent sur la Côte d'Ivoire. Pour ce qui concerne la France, intolérances et incompréhensions s'accumulent, à l'image, la plus récente, de ce philosophe enseignant à Toulouse qu'il faut protéger pour cause de libre propos sur une religion.

Le risque majeur, il est aujourd'hui,

d'hui, on le sait, celui des développements de l'exaspération et de l'intolérance chez tous ceux dont les désespérances quotidiennes trouvent explication, à leurs yeux, dans une origine ou une croyance particulière. Avec bien entendu, en contrepoint, les réflexes de défense identitaire que l'on sait, profanation de mosquées ou de synagogues, renforcement des droites extrêmes en France ou en Allemagne.

Il faut à tous expliquer sans relâche en quoi le principe de laïcité est à la fois l'assurance de la dignité pour tous et de la liberté pour chacun. A son ombre peuvent se déployer en toute égalité toutes les croyances, dès lors qu'aucune n'omet de respecter les autres. Sous sa protection, l'espace public et les lois sont le patrimoine commun de tous les citoyens, et ne peuvent le demeurer qu'à condition d'être à distance de toute confession particulière.



La vérité est qu'en ces temps de profondes mutations sociales, de diversification des pratiques religieuses, le principe de laïcité

retrouve de nouvelles et fortes raisons d'être rappelé, expliqué, revivifié. Il n'est rien d'autre que la condition de la cohésion sociale.

Préoccupé de signes annonciateurs d'un renoncement à ce qui fonde la République, le Parti Radical de Gauche entend que dans le grand débat politique dont l'élection présidentielle est en France l'occasion, une place majeure soit faite à la laïcité.

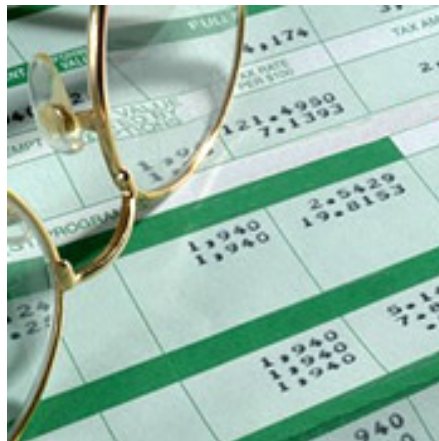
Charges des entreprises et répartition de leur produit : L'approche de la gauche moderne

Michel Rougeot

On ne peut tout à la fois s'alarmer des risques de délocalisations et s'insurger contre l'abaissement des charges sociales qui pénalisent la compétitivité des entreprises françaises.

Une politique cohérente de progrès social fondée sur la croissance économique repose nécessairement sur une modération des charges des entreprises, qui doivent être évidemment distinguées de leurs patrons ou actionnaires. La croissance et l'emploi résulteront de l'essor d'entreprises plus performantes, dont les profits doivent être plus équitablement répartis entre tous leurs acteurs.

Extravagance des salaires de certains dirigeants, stock options abusifs, culture aveugle de la seule augmentation des dividendes, doivent céder la place à un partage juste et rationnel des revenus de l'entreprise, permettant le relèvement régulier des salaires de



l'entreprise profitable. La réforme fiscale, fondée sur la réhabilitation de la progressivité dans la taxation des revenus et de la fortune privés, doit ensuite assurer, avec une meilleure justice, les moyens du financement de la protection sociale.

Une gauche encore archaïque cède

Des vérités brutales

La vie politique de ces dernières semaines prend une tournure bien sympathique. Le procès permanent fait aux politiques de manquer de projet, d'être inaudible, incapable de se faire comprendre du grand public vient de tomber. Il suffisait qu'à gauche, on ose dire quelques vérités.

Décidant de rendre publiques ses consultations participatives avec les internautes, la candidate socialiste aux présidentielles a pris le parti d'assommer son camp avec des conclusions iconoclastes sur les 35h et la sécurité. C'est ce qui s'appelle déchirer le voile.

Le tintamarre médiatique qui a suivi ses déclarations est instructif, tant de la manière dont prend place un débat politique dans le pays, que de la chape de plomb qui paralyse la gauche depuis son échec de 2002.

Sur le fond, rien de ce que décrit Ségolène Royal sur l'application des 35h ne peut choquer un observateur critique et lucide. Encore moins les radicaux qui avaient mis en garde les premiers, à gauche, le gouvernement de Lionel Jospin sur les difficultés du passage aux 35h dans les petites entreprises et pour les salariés des services.

Pas besoin de statistiques savantes pour vérifier soi-même que les employés de magasins ont payé la réduction du temps de travail et la flexibilité des horaires par des conditions de travail beaucoup plus dures. Des temps morts inutiles, des moments de repos comptabilisés, une cadence accrue du fait du décompte tatillon des heures travaillées : la réorganisation du travail au sein des entreprises a d'avantage profité aux cadres qu'aux salariés modestes. La modération salariale imposée a achevé de décrocher les classes populaires du bénéfice collectif des 35h.

Les radicaux ont toujours tenu ce discours mais, d'avoir eu raison trop, ils n'en ont pas eu le bénéfice politique. Et pour être entendue, la critique ne pouvait venir que de l'intérieur du camp socialiste, amplifiée par le levier pervers de la mécanique médiatique qui ne rend écho qu'à celui qui semble tirer sur son propre camp.

L'ampleur de la polémique sur les 35h et la sécurité résonne comme un retour du refoulé, à la mesure de la peur d'une bonne partie de la gauche de regarder en face les causes du 21 avril. L'incapacité à se juger de l'intérieur et à se déjuger publiquement a créé, à

trop aisément au réflexe de la condamnation de tout « cadeau » qui serait fait aux entreprises, là où il est impératif de soutenir leur activité. La revendication légitime d'un relèvement du pouvoir d'achat des salariés sera plus pertinente si elle trouve l'appui de résultats d'entreprises améliorés par l'allègement des charges autres que salariales liées à l'emploi. La critique de la politique conduite par l'actuelle majorité sera plus décisive si elle en vise le travers essentiel, qui tient à l'injustice présidant à la distribution des fruits de l'œuvre commune.

L'entrée de la gauche française dans la modernité passe par une complète acceptation d'une économie fondée sur l'entreprise, préalable indispensable à une politique sociale qui doit reposer sur une juste répartition des produits économiques, non sur des entraves mises à leur réalisation.

gauche, un tabou absolu sur ces sujets.

Ces débats sur les 35h et la sécurité sont-ils utiles à la gauche ? A un an de la présidentielle, peuvent-ils lui permettre de gagner ?

Oui. Ils sont une épreuve de vérité incontournable, un effort de lucidité auquel la gauche de gouvernement doit se soumettre sans complaisance. Ce qu'elle n'a pas fait après le 21 avril.

De plus, ils sont efficaces pour retrouver l'électorat populaire qui, quand il se plaint de ne rien comprendre au langage politique, regrette plutôt l'absence de sincérité et le défaut de bon sens. Cet instinct populaire est le fondement de la démocratie.

Enfin, ils relancent aujourd'hui le débat à gauche tout en réactivant en même temps le clivage droite/gauche. Une vraie position de gauche sur ces sujets, est de ne pas se satisfaire de ce qui est. C'est reconnaître qu'il reste beaucoup à faire pour combattre les inégalités dans le travail et le cadre de vie dont souffrent en premier les classes populaires, les familles fragiles et les classes moyennes.

L'emploi...une piste ?



Les radicaux de gauche proposent de fonder l'emploi moderne sur le

**D O U B L E
CONTRAT.**

Lorsque, au sortir de sa formation, un jeune accède pour la première fois à un emploi, il doit conclure avec l'entreprise un contrat d'emploi, qui doit par principe lui assu-

rer les conditions d'un engagement durable dans l'entreprise, et une pleine participation à la vie de celle-ci.

Le PRG propose que soit simultanément conclu par le salarié un second contrat, avec le grand *SERVICE PUBLIC DES RES-SOURCES HUMAINES* qu'il est indispensable d'instituer et qui, associant l'Etat, les collectivités locales et les groupements d'entreprises existants, ou qu'il faudra créer, prendra en charge la sécuri-

sation du parcours professionnel de tout individu.

En lui assurant, en cas de perte d'emploi, le complément de formation nécessaire au retour à l'activité, l'identification d'un nouvel emploi, et en tout état de cause la garantie d'une protection sociale continue, et celle d'une rémunération égale, sous certaines limites, à celle dont il bénéficiait dans le cadre de son emploi précédent.

Apprivoiser la victoire

A plusieurs reprises, les Radicaux de gauche ont souhaité proposer des élections primaires à notre famille politique – cousins lointains compris – afin de permettre à une gauche unie de contrer par une base programmatique commune, par un leader commun, les discours populistes de la droite, plus que jamais réactionnaire, qui tentent de convaincre les Françaises et les Français qu'elle fera en 2007 ce qu'elle n'a pas appliquée depuis 2002 et qu'elle continuera à promouvoir ses « avancées sociales » corporatistes.

La multiplicité des candidats socialistes à l'investiture a rendu nos approches beaucoup plus compliqués que nous le pensions, alors que nos propositions programmatiques communes trouvaient une écoute attentive auprès des responsables socialistes. Doit-on pour cela nous retrancher sur nos bases, sans songer avant tout aux électeurs de gauche.

J'ai la chance, dans le cadre de mon engagement comme Président de la fédération régionale d'Aquitaine, de me rendre fréquemment dans les départements qui la composent, ce qui me permet d'être en contact avec les militants, mais aussi avec les citoyens et les citoyennes que nous approchons au cours de nos actions. J'ai pu constater dans ces différents contacts, que l'électorat de gauche, mettait au dessus de tout son vœu de voir la droite défaite, et son leader démagogue stoppé dans son inquiétante ascension.

Le traumatisme du 21 avril est encore fortement présent dans les esprits et de nombreux électeurs ne succomberont pas aux sirènes des idéaux qu'ils partageraient volontiers. Le vote utile sera un arbitre très défavorable aux petits partis, indépendamment de la qualité des candidats et de leur programme.

Pour être plus clair, ne mettrions nous pas la charrue avant les bœufs en présentant un candidat à l'élection présidentielle ?

Ne devrions nous pas plutôt, prendre à nos niveaux fédéraux, des mesures rapides pour que les Radicaux de Gauche trouvent l'audience qui doit logiquement être la nôtre ?

Notre programme « La Gauche Moderne » est complet et ce que nous y proposons est totalement en phase avec nos valeurs, celles de la République, mais aussi avec les problèmes qu'une gauche de gouvernement se doit de régler au plus vite aujourd'hui.

Mais nous ne pouvons nous permettre maintenant, et je n'en suis pas heureux, de nous lancer seul dans une campagne pour les présidentielles et ni nos idées ni notre volonté n'en sont la cause.

L'intérêt des Radicaux passe par la victoire de la gauche. La victoire de la gauche passe nécessairement par la frustration de certains d'entre nous, mais la victoire sera belle, très belle. La dignité des radicaux, de tous les radicaux gauche, en sera

très largement renforcée.

Pour apprivoiser la victoire, mes propositions sont les suivantes :

- Continuer les négociations avec les Partis de la Gauche gouvernementale.

- Faire vérifier par la commission chargée des accords PS/PRG pour les législatives – l'un des meilleurs accords que nous ayons signé depuis plus de 25 ans - que ceux ci soient bien validés comme convenu dans chaque circonscriptions.

- Favoriser les candidats PRG aux législatives qui partent en primaires par la mise en place d'outils de propagande et par un financement national.

- Veiller à ce que nos élu(e)s assurent la promotion du PRG dans leurs actes et leurs discours.

- Lancer une campagne nationale d'adhésion ou nos Secrétaires nationaux s'engageraient à assister les fédérations par la mise en place d'un planning national.

Ces propositions permettraient une reconquête de notre audience au niveau local – première base d'un militantisme sérieux – puis ensuite d'envisager au plan national une communication globale.

Alors, et seulement alors, nous pourrons, dans cinq ans proposer un candidat qui aura préparé, en interne et en externe, une campagne Radicale où nos chances seront grandes.

Jean-Philippe Guerini

Démocratie, Institutions, Décentralisation

Une « République bloquée » ? Tel est le sentiment que donne l'état des institutions française de leurs fonctionnements, une fois le sursaut démocratique de l'après 21 avril passé. La concentration des pouvoirs au profit de la droite faisait craindre à l'époque un affaiblissement de la vie démocratique : ce qui a été largement le cas : la droite s'est appliquée à mettre la main sur tous les rouages de l'Etat, du secteur public, favorisant parallèlement une prise en main économique de la presse, veillant à la « bonne tenue » de la télévision, s'attaquant aux associations, et négligeant les syndicats

Une république malade, certes ! Mais les citoyennes et les citoyens, lors des élections régionales et européennes, n'ont pas boudés les urnes et ont donné un signal de réveil démocratique ; notamment, en installant les forces de gauche à la tête des régions et en stoppant la monopolisation des pouvoirs par la « majorité présidentielle ».

La vivacité du débat autour du référendum sur le projet de constitution européenne, et la participation au scrutin, ont décidément montré que les Françaises et les Français n'avaient pas perdu goût à la politique ; mais ses signes positifs ne peuvent masquer la crise institutionnelle et politique ; un risque permanent de rupture démocratique existe.

Les Radicaux de gauche ont été les premiers à déposer un projet de réforme de la Constitution pour instaurer une 6ème république et nous nous réjouissons que de nombreux responsables politiques et de mouvements associatifs nous suivent ; nous proposons 5 grande mesures claires :

Supprimer l'exécutif bicéphale et établir un équilibre entre les pouvoirs par :

- L'unification du pouvoir exécutif par la suppression du poste de premier ministre, le Président de la République restant élu au suffrage universel.
- L'organisation conjointe des élections présidentielles et législatives.
- La double suppression des droits de censure et de dissolution.
- L'abrogation du système des ordonnances et le renforcement du droit d'initiative du parlement.
- La maîtrise par le Parlement de son ordre du jour et de son fonctionnement, avec une suppression de l'article 49.3 de la constitution et du recours à la procédure d'urgence pour le vote des lois
- La sanction de l'inexécution des lois.

Donner aux citoyens un droit d'initiative civique en :

- Prévoyant un droit d'initiative législative citoyenne (au moins 300 000 signatures nécessaires) et un droit d'initiative référendaire (au moins 700 000 signatures nécessaires) dans des conditions constitutionnelles écartant tout risque d'atteinte aux droits fondamentaux et tout risque de dérive populiste.

- Permettre aux citoyens, réunissant 700 000 signatures, de saisir le Conseil Constitutionnel.

Faire vivre la démocratie représentative par :

- L'instauration d'un système de représentation combinant le mode majoritaire et le mode proportionnel.

- La reconnaissance du vote blanc et l'organisation d'un débat sur le vote obligatoire.

- La révision du système de financement des partis.

- La limitation du cumul des mandats dans le temps

- L'élection des Sénateurs à la proportionnelle

- Le renforcement des droits de l'opposition, aussi bien dans l'initiative des Lois que dans les postes de responsabilité.

Vivifier la démocratie sociale en :

- Incluant dans la constitution l'ensemble des droits fondamentaux moderne (accès au logement, la santé, aux activités et à l'emploi, droit de disposer de son corps...).

- Inscrivant le dialogue social dans la constitution.

- Faisant du Conseil économique et social une véritable assemblée représentative de l'ensemble des forces sociales et économique.

- Donnant aux organisations syndicales et associatives comme à des groupes de citoyens le droit de le saisir.

- Etablissant un Pacte républicain entre les associations et l'Etat, par l'actualisation de celui signé entre le Premier ministre et les associations lors du centenaire de la Loi de 1901 et en inscrivant le principe d'un tel pacte dans la Constitution.

- Réaffirmant dans la Constitution les principes de liberté, mais aussi de pluralité de tous les moyens d'expression, y compris sur supports numériques.

Elargir les bases de la démocratie par :

- La reconnaissance du droit de vote des

étrangers, aux élections municipales.

Profondément républicains, les Radicaux de gauche sont très attachés à la décentralisation. Elle constitue une des réformes essentielles du gouvernement d'union de la gauche et plusieurs ministres radicaux en ont été les artisans.

Cependant, la décentralisation a connu deux époques. Tout d'abord, lorsque la Gauche a été au pouvoir, les grandes lois de décentralisation furent issues de la volonté politique de remodeler le schéma institutionnel de la France et de rapprocher les centres de décision des citoyens.

Dans un deuxième temps, lorsque la droite a exercé le pouvoir, la décentralisation a été conçue comme le moyen de transférer des charges financières de plus en plus lourdes à des collectivités locales et territoriales chargées de lever l'impôt, non plus pour développer, mais pour maintenir les services de proximité.

Les Radicaux veulent donc retrouver l'élan originel de la décentralisation.

- Rendre cohérents les blocs de compétence dévolus à chaque niveau institutionnel.

- Tout changement constitutionnel devra faire l'objet d'un accord politique global entre les Partis de gauche et qu'il sera soumis à référendum.

- Les élu(e)s des structures intercommunales (communautés de communes et d'agglomération) qui votent l'impôt doivent en recevoir la légitimité directe à travers les élections municipales.

- Ces structures intercommunales doivent pouvoir instituer des Conseils économiques et sociaux qu'elles pourront consulter pour avis sur tous les problèmes relevant de leurs compétences et sur les actes budgétaires.

- Conférer aux collectivités la pleine responsabilité de leurs ressources financières à travers le vote d'impôts, taxes... clairement identifiés ; elles ne peuvent dépendre majoritairement des contributions financières de l'Etat. Cette autonomie financière accrue doit être couplée à un mécanisme de péréquation.

Les Radicaux revendiquent d'associer à la nouvelle Constitution, qu'ils appellent de leurs vœux, une réorganisation du territoire assortie d'une nouvelle répartition des compétences et des ressources financières, une prise en compte de nouveaux rapports démocratiques entre les citoyens et les institutions.

Immigration...Préserver la dignité de l'homme

Interview de JM Baylet

Alors que la droite a décidé de chasser sur les terres du FN en faisant, de nouveau, de l'immigration son cheval de bataille, voici qu'un nouveau texte législatif vient d'être présenté aux parlementaires. Le 6 juin dernier, Jean-Michel Baylet, est intervenu au Sénat pour combattre ce texte : "l'immigration que vous nous proposez accroît encore la précarité, la répression sert de boussole". Il a revendiqué une autre politique "qui permet de préserver la dignité de l'Homme". Retour sur les termes de ce débat.

L'immigration est un sujet particulièrement sensible. Comment les Radicaux l'abordent-ils ?

JM BAYLET : Il faut d'abord rappeler que "l'immigration zéro" est illusoire. Tout au long de son histoire, la population française s'est enrichie de nombreux apports extérieurs, rendant le concept de Français de souche complètement infondé et désuet. La France a toujours connu une pression migratoire. C'est donc tromper les Français que de leur faire croire à la perspective d'une diminution réelle de l'immigration.

La droite ne cesse de rendre l'immigré coupable du chômage et du "trou" de la sécu, que répondent les Radicaux ?

JM BAYLET : Toute augmentation de populations, qu'elle soit due ou non à l'immigration, agit mécaniquement sur l'offre et la demande. On peut d'ailleurs noter que, depuis l'arrêt en 1974, de l'immigration professionnelle, le taux de chômage a, hélas, été multiplié par quatre. Et les différents gouvernements qui se sont succédé sont concernés par ce constat.

L'immigration ne doit pas être regardé comme un fardeau ou comme une menace pour la cohésion sociale, même s'il existe, c'est vrai, des problèmes dramatiques dans certains quartiers où réside une forte population immigrée.

C'est donc l'action du gouvernement actuel que vous jugez sévèrement ?

JM BAYLET : Oui, car ces difficultés sont avant tout le reflet de l'échec de la politique du gouvernement actuel. Le défaut d'intégration renvoie à une action publique inefficace dans les domaines du logement, de l'éducation, de la ville et de la jeunesse. La crise des banlieues de novembre dernier est une illustration de ces échecs.

Le texte de N. Sarkozy n'arrange rien ?

JM BAYLET : Il aggrave même certaines situations. Il veut une immigration choisie. Cette logique s'oppose à la tradition d'hospitalité de la France que nous devons assumer. Cette option est d'autant plus malvenue que la population d'immigrés est stable depuis trente ans, à hauteur de 6% à 7% de la population totale.

Alors, pourquoi ce texte ?

JM BAYLET : La réorganisation des différents documents de séjour, rendue plus restrictive d'une façon générale, consiste à privilégier une catégorie d'immigré. Sarkozy souhaite avant tout attirer les élites des pays en développement, ce qui est condamnable lorsqu'il s'agit, en contrepartie, de fermer la porte à tous les autres. Dans l'environnement international, il pratique le tri sélectif entre une immigration jetable et une immigration recyclable.

Les conséquences néfastes de ce texte sont lourdes pour les immigrés présents sur notre sol ?

JM BAYLET : Alors qu'il ne concerne chaque année que 25 000 personnes, le regroupement familial sera rendu plus difficile. Avant de pouvoir faire venir sa famille, l'étranger devra attendre dix-huit mois, au lieu de douze et démontrer qu'il pourra la faire vivre sans recourir aux minima sociaux. Pourtant, le droit de mener une vie familiale normale a été constamment réaffirmé par les textes, et se trouve protégée par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La précarité augmentera ?

JM BAYLET : La précarité est au cœur de la politique gouvernementales, la répression sert de boussole. Ces mesures ne feront que marginaliser les immigrés déjà installés, sans pour autant dissuader les plus déshérités de vouloir gagner des pays comme le nôtre, qui font tout de même toujours figure d'eldorado.

Quelles sont les priorités des Radicaux dans ce domaine ?

JM BAYLET : Dans un monde globalisé, la priorité, pour limiter l'immigration, est de mettre en œuvre une politique ambitieuse de coopération, à l'échelon européen autant que possible. Il faut encourager véritablement le co-développement pour aider les pays pauvres à l'être moins, et les peuples opprimés à se libérer. Dans cette optique, il est nécessaire de préserver la dignité de l'homme au regard des mouvements migratoires.

Les Jeunes radicaux de gauche soutiennent le mouvement de mobilisation des étudiants en soins infirmiers.



Depuis plusieurs années, les étudiants infirmiers revendiquent une revalorisation des bourses d'études au

même niveau que les bourses de l'enseignement supérieur.

Les études en soins infirmiers occasionnant des dépenses notables (frais de transport pour les stages qui sont parfois à des dizaines de kilomètres des Instituts de Formation en soins infirmiers, achat de vêtements professionnels et de matériel en plus du loyer et des frais courants pour vivre).

Les JRG soutiennent les revendications actuelles des syndicats d'étudiants infirmiers, notamment la reconnaissance à BAC+ 3 (niveau Licence) du diplôme d'Etat d'infirmier.

La reconnaissance et la valorisation du diplôme d'Etat d'infirmier passent par le passage de la formation infirmière au LMD, c'est à dire par l'université (comme cela existe au Canada, où il existe des Universités de sciences infirmières). De plus, une fois l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier, de nombreux professionnels souhaitent enrichir leur formation et leur pratique par des Diplômes d'Université

(DU) ou des spécialisations comme c'est le cas par exemple pour les infirmiers cliniciens. Or, à ce jour hormis pour les puéricultrices, les anesthésistes, ou les infirmiers de bloc opératoire, aucune reconnaissance statutaire et salariale n'existe pour ces formations et qualifications complémentaires.

Il y a urgence. Le Gouvernement se doit de reconnaître et de valoriser les savoirs et les pratiques infirmières le plus rapidement possible. On ne peut pas d'un côté s'alarmer de l'impact des 35 heures à l'Hôpital et soutenir une telle dévalorisation de cette pratique professionnelle.

52, avenue du Houga
40000 Mont de Marsan
Président : Daniel VERDIER
Secrétaire générale : Delphine LABORDE
Trésorier : Alain DUTOYA
accueil@prglandes.org
www.prglandes.org



Le programme du **Parti Radical de Gauche**

« **La Gauche moderne** »

Téléchargez le sur www.prglandes.org ou demandez le à la Fédération des Landes du Parti Radical de Gauche

Qu'est-ce que le PRG ?

Le PRG est un parti politique qui a une longue histoire. Constitué en 1901, il fait depuis longtemps parti du paysage politique français. Il se confond avec l'histoire de la République et ses combats pour l'installation de ses valeurs : Liberté, Égalité, Fraternité. Les Radicaux occupent un créneau politique imprenable en se définissent républicains, laïques et libéraux de gauche.

Le PRG est à gauche du fait de ses idées progressistes et son refus de tous les conservatismes porteurs d'inégalités. Pour lui la première légitimité de l'État est de protéger l'individu contre toute domination. Il doit être aussi un instrument de mobilisation de la société et empêcher les intérêts particuliers de se muer en nouvelles féodalités.

Historiquement, sa filiation est celle des républicains sociaux, réformistes et laïques, héritiers de la pensée des Lumières et du socialisme utopiste français. Ils se reconnaissent dans la vision de l'histoire de Condorcet et des idées mutualistes,

fédéralistes et sociales de Proudhon. Le PRG défend les valeurs d'une gauche de l'individu sans concession à l'égard de la pensée marxiste, révolutionnaire et collectiviste.

La doctrine des radicaux vise l'émancipation des individus par la libre association, l'initiative privée et le respect des Droits de l'Homme. Le libéralisme de gauche qu'ils revendiquent concerne les libertés pu-



bliques et la libre entreprise économique. Les radicaux pensent que l'État républicain doit, non pas égaliser les conditions de vie des hommes vivant en société, ce qui est propre à la pensée communiste et socialiste, mais agir fermement pour l'égalité des chances. Cela passe par la dissolution des avantages hérités,

privileges et positions dominantes en matière économique et culturelle. En cela, le Radicalisme est à l'opposé de la droite conservatrice qui confond égalité des chances et concurrence inégale. La puissance publique doit agir pour neutraliser les avantages hérités dont les uns se servent pour dominer les autres ; son rôle est autant d'assistance et de redistribution que de mobilisation pour mettre à la disposition de chacun les moyens de son autonomie.

Le Radicalisme reconnaît en tout individu un capital humain irremplaçable à qui la société doit donner toute ses chances : connaissance, épanouissement, bonheur. L'école a pour eux cette mission éducatrice et formatrice essentielle. Les radicaux croient au progrès et aux lumières de la raison. Ils sont profondément démocrates et veulent une société politique fondée sur un socle de valeurs laïques et humaines fortes. Ils récusent comme des régressions toute forme de communautarisme ou corporatisme.